

PRÉFECTURE DE LA LOIRE

copie Doss
GROUPE DE SUBDIVISIONS
DE JAIN BOUVIANT
12 JAN. 2000
Fait le 14/1/2000

DIRECTION DES ACTIONS
INTERMINISTERIELLES
ET EUROPEENNES

Le Préfet de la Loire
Chevalier de la Légion d'Honneur
Chevalier de l'Ordre National du Mérite,

BUREAU DE L'ENVIRONNEMENT
ET DU CADRE DE VIE

Affaire suivie par : Elisabeth BLANQUET
numéro d'appel : 04 77 48 48 92
EB/RS

VU la loi 76.663 du 19 juillet 1976 modifiée relative aux installations classées pour la protection de l'environnement ;

VU la loi 93.3 du 4 janvier 1993 relative aux carrières ;

VU le décret 77.1133 du 21 septembre 1977 modifié pris pour l'application de la loi n° 76.663 susvisée, et notamment ses articles 18 et 20 ;

VU l'arrêté préfectoral du 21 juillet 1997 autorisant la SA Henri THOMAS à exploiter une carrière sur la commune de SAINT LAURENT LA CONCHE, lieu-dit "Bel Air" ;

VU les demandes de changement d'exploitant, de modification du phasage de l'exploitation et de modification des modalités de mise en oeuvre des garanties financières présentées par la S.A. THOMAS ;

VU le rapport et les propositions de M. le Directeur régional de l'Industrie de la Recherche et de l'Environnement en date du 16 juillet 1999 ;

VU l'avis de la Commission Départementale des Carrières en date du 13 décembre 1999 ;

SUR proposition de Monsieur le Secrétaire Général ;

ARRETE

Article 1 :

La S.A. THOMAS est autorisée à se substituer à la SA Henri THOMAS pour l'exploitation de la carrière de SAINT LAURENT LA CONCHE, lieu-dit "Bel Air", Section A, parcelles n° 90 (pp), 295 et 297, autorisée par arrêté préfectoral du 21 juillet 1997, rectifié par arrêté préfectoral du 7 novembre 1997.

Article 2 :

Modification du phasage de l'exploitation :

Les dispositions de l'article 7.5 de l'arrêté du 21 juillet 1997 sont abrogées.

.../...

L'exploitation sera conduite suivant les phases définies sur le plan annexé au présent arrêté.

Article 3 :

garanties financières :

Le nouvel exploitant fournira, sous un mois, le document attestant la consitution des garanties financières dont le montant et les modalités d'actualisation sont fixés dans l'annexe jointe qui annule et remplace celle annexée à l'arrêté préfectoral du 21 juillet 1997.

Article 4 :

M. le Sous-Préfet de Montbrison, M. le Maire de Saint-Laurent-La-Conche, M. le Directeur régional de l'Industrie de la Recherche et de l'Environnement, Inspecteur des Installations Classées sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté qui restera affiché en mairie pendant une durée minimale d'un mois. Procès-verbal sera dressé de l'accomplissement de cette formalité par les soins du Maire.

L'arrêté préfectoral sera affiché en permanence et de façon visible dans l'installation par les soins de l'exploitant.

Fait à Saint-Etienne, le 11 07 2004
Pour le Préfet
et par délégation
Le Secrétaire Général

Philippe DARCEL

Ampliation adressée à :

- M. le Directeur Général de la S.A. THOMAS
Aux Vincents
42210 MONTROND LES BAINS
- M. le Sous-Préfet de Montbrison
- M. le Maire de Saint-Laurent-La-Conche
- M. le Directeur régional de l'Industrie de la Recherche et de l'Environnement, Inspecteur des installations classées,
- M. le Directeur départemental de l'Equipeement
- Mme le Directeur départemental des Affaires Sanitaires et Sociales
- M. le Directeur départemental des Services d'Incendie et de Secours
- M. le DIREN, 19 rue de la Villette, 69425 LYON CEDEX 03
- Recueil des Actes Administratifs
- Archives
- Chrono

Pour le Préfet
et par délégation
L'Attaché Principal
Chef de Bureau

J. PENLET

12 JAN. 2000

ANNEXE RELATIVE AUX GARANTIES FINANCIERES

Pour le Préfet
et par délégation
L'Attaché Principal
Chef de Bureau

J. PELLET

- 1- Le schéma d'exploitation et de remise en état en anexe présente les surfaces à exploiter et les modalités de remise en état pendant ces périodes.

Le montant des garanties financières permettant d'assurer la remise en état maximale pour les périodes restant à exploiter est fixé à :

Période 1 : 1999 - 2004	C = 348 400 F
Période 2 : 2004 - 2007	C = 219 800 F

- 2- L'acte de cautionnement solidaire est établi conformément au modèle annexé à l'arrêté interministériel du 1^{er} février 1996 et porte sur une durée de cinq ans sauf pour la dernière période.

- 3- Aménagements préliminaires et notification de la constitution des garanties financières :

L'exploitant doit avant le début de l'extraction avoir réalisé les travaux et satisfait aux prescriptions mentionnées aux articles 4, 5, 6.1 du présent arrêté. Dès que ces aménagements ont été réalisés, l'exploitant adresse au Préfet une déclaration de début d'exploitation et l'acte de cautionnement solidaire établissant la constitution des garanties financières selon le modèle défini à l'arrêté interministériel du 1^{er} février 1996.

- 4- Modalités d'actualisation du montant des garanties financières :

Lorsqu'il y a une augmentation supérieure à 15 % de l'indice TP01 sur une période inférieure à 5 ans, le montant des garanties financières doit être actualisé dans les 6 mois suivant l'intervention de cette augmentation.

L'actualisation des garanties financières relève de l'initiative de l'exploitant.

- 5- Toute modification des conditions d'exploitation conduisant à une augmentation du montant de garanties financières doit être subordonnée à la constitution de nouvelles garanties financières.

- 6- L'extraction de matériaux commercialisables ne doit plus être réalisée après le 21 janvier 2007.

L'exploitant notifie à cette date au Préfet, l'arrêt des extractions, l'état des lieux et les conditions de remise en état définitive.

La remise en état est achevée le 21 juillet 2007.

- 7- L'absence de garanties financières entraîne la suspension de l'activité, après mise en oeuvre des modalités prévues à l'article 23 c) de la loi du 19 juillet 1976.

VU POUR ÊTRE ANNEXÉ À L'Année
PREFECTORAL DE CE JOUR.
ST-ETIENNE, Le 12 JAN. 2000

Pour le Préfet
et par délégation
L'Attaché de l'Etat
Chef de Bureau

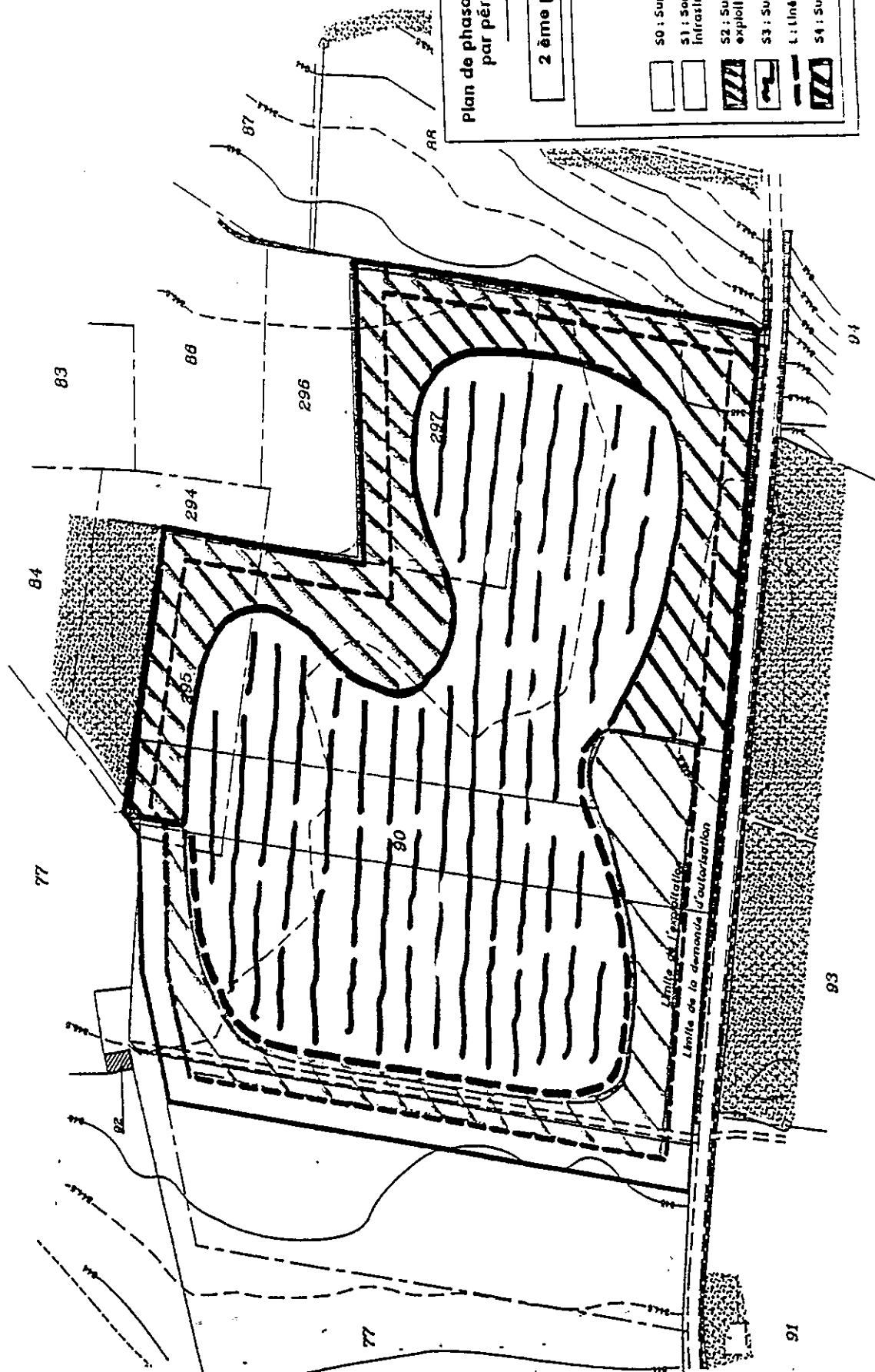
J. P.

Plan de phasage et de réaménagement
par périodes quinquennales

2^{ème} phase quinquennale

LEGENDE

- S0 : Surface non exploitée
- S1 : Somme de la surface de l'emprise des infrastructures et des surfaces défrichées.
- S2 : Surfaces en chantier (découvertes et exploitation)
- S3 : Surfaces en eau
- L : Linéaire de berges non réaménagées
- S4 : Surface remise en état



BEL-AIR

PLAN DE PHASAGE

LEGENDE

Limites de l'autorisation sollicitée

Limites d'exploitation

Phases

Sens de progression de l'exploitation

3



294

295

Sens de progression de l'exploitation

90

4

VU POUR ETRE ANNEXE A L'ARRETE
PREFECTORAL DE CE JOUR
ST-ETIENNE, Le 12 JAN. 2000

Pour le Préfet
et par délégation
L'Attaché Principal
Chef de Bureau

J. PELLET

Accès au site

Limite de l'exploitation

Limite de la demande d'autorisation

Aménagement de la voie de décélération

CD 115

2

1

5

10 m.

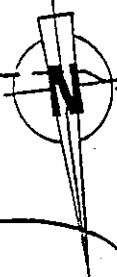
75 m.

10 m.

8

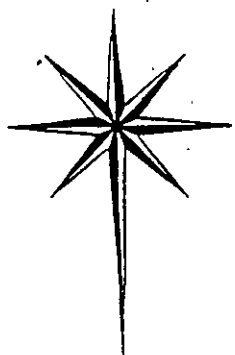
9

BB



92

93



VU POUR ÊTRE ANNEXÉ A L'Annuaire
PREFECTORAL DE CE JOUR,
ST-ETIENNE, Le 12 JAN. 2000

Pour le Préfet
et par délégation
L'Attaché
Chef de Bureau

J. PENLET

Plan de phasage et de réaménagement
par périodes quinquennales

1 ère phase quinquennale

LEGENDE

Surface non exploitée

S0 : Surface non exploitée

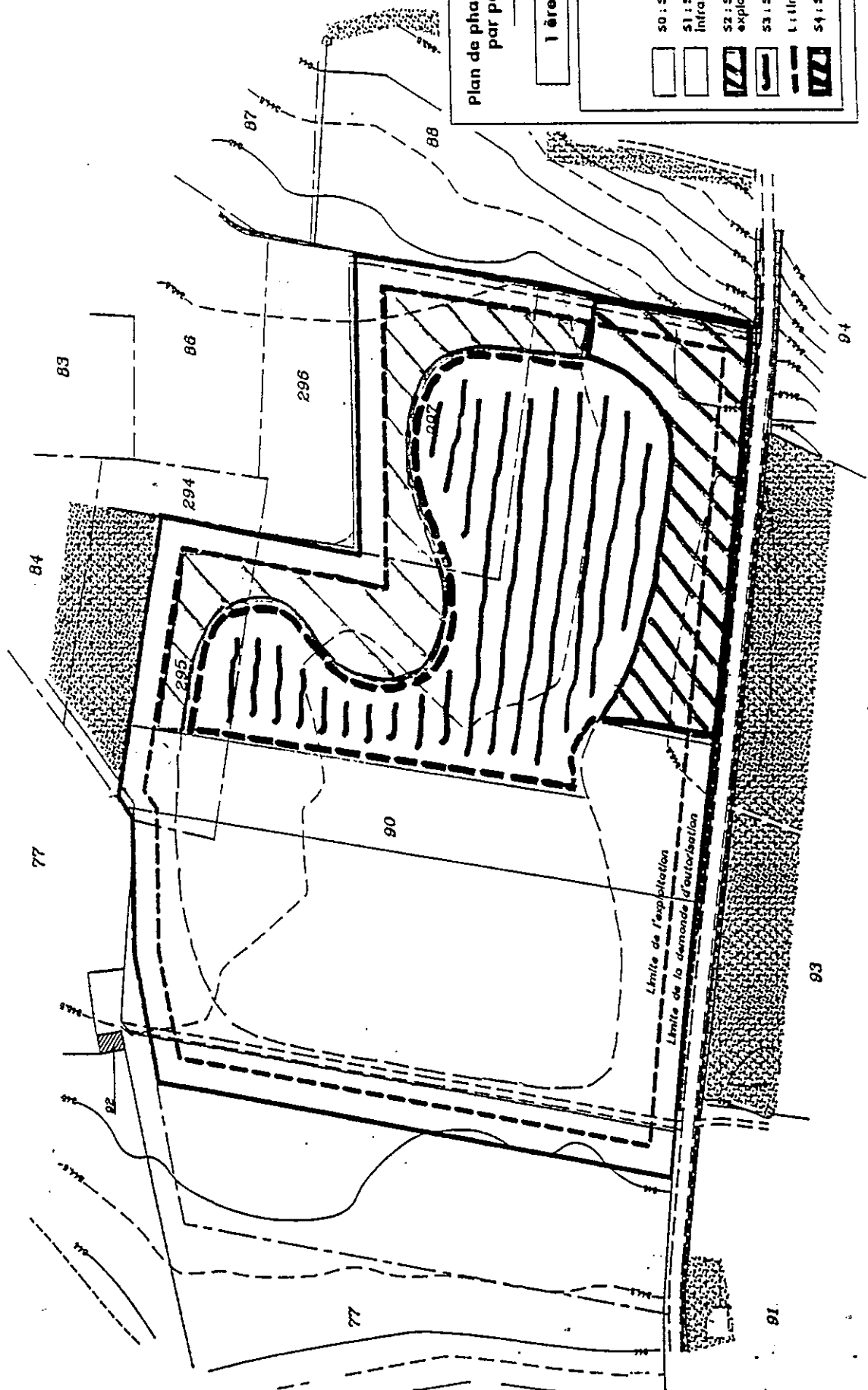
S1 : Somme de la surface de l'emprise des
infrastructures et des surfaces défrichées.

S2 : Surfaces en chantier (découvertes et
exploitation)

S3 : Surfaces en eau

L : Linéaire de berges non réaménagées

S4 : Surface remise en état



B E L - A I R